

## CONDITIONS GENERALES DE SERVICE

### ARTICLE 1 - DEFINITIONS

#### 1.1 ANALYSE D'IMPACT RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES

Evaluation des risques pour les droits et libertés des Personnes Concernées, au sens de l'article 35 du Règlement européen (UE) 2016/679 (« règlement général sur la protection des données » ou « RGPD »).

#### 1.2 ANOMALIE (S)

Dysfonctionnement rencontré par les Utilisateurs dans l'exploitation du Portail. L'Anomalie est dite « Bloquante » lorsqu'elle rend impossible l'utilisation de tout ou partie d'une fonctionnalité essentielle du Portail, sans solution de contournement. L'Anomalie est dite « Non Bloquante » dans tous les autres cas.

#### 1.3 AVIS DE REMISE

Message de service émis automatiquement par le réseau indiquant que le message émis par l'Etablissement ou le Fournisseur a été correctement transmis sur le Réseau de Télécommunication utilisé par le destinataire.

#### 1.4 BASE CIP/BASE CLAUDE BERNARD

**BCB** : Base Claude Bernard, base de données médicamenteuses électroniques éditée par la société RESIP.

**CIP** : désigne le Club Inter-Pharmaceutique, association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social 86 rue du Dôme 92100 Boulogne Billancourt

#### 1.5 CODE ACL

Code de l'Association de Codification Logistique qui assure l'attribution et la maintenance des codes logistiques des produits et articles de parapharmacie.

#### 1.6 CODE AGREGE ET/ OU CONSOLIDE

Code unique apposé sur un conditionnement (unité logistique) permettant d'identifier un ensemble de numéros de série présents dans ce conditionnement.

#### 1.7 CODE CIP

Code CIP identifiant chaque présentation d'un médicament, contenu dans la base de données développée par le CIP, et plus généralement les informations sur les médicaments contenues dans cette base.

#### 1.8 CODE EAN

Code identifiant chaque produit commercialisé développé par l'Association internationale de numérotation des articles.

#### 1.9 CODE INTERNE FOURNISSEUR

Code, propre à chaque Fournisseur, identifiant ses produits et s'apparentant au code commercial.

#### 1.10 CODE UCD

Code CIP identifiant l'unité commune de dispensation ou de distribution d'un médicament, contenu dans la base de données CIPTel développée par le CIP.

#### 1.11 CONTRAT

Conditions Particulières, les présentes Conditions Générales de Service et les Annexes associées et tout avenant éventuel à l'un de ces documents contractuels validé par les Parties.

#### 1.12 DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Personne désignée au sens de l'article 37 du Règlement RGPD.

#### 1.13 DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Personne désignée au sens de l'article 37 du Règlement RGPD.

#### 1.14 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL OU DONNEES

Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une « personne physique identifiable » est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

#### 1.15 DONNEES RELATIVES A L'ETAT DE SANTE » OU « DONNEES DE SANTE

Données à Caractère Personnel relatives à la santé physique ou mentale des Personnes Concernées, y compris celles relatives à la prestation de services de soins de santé, qui révèlent des informations sur l'état de santé de ces personnes.

#### 1.16 DROITS DES PERSONNES

Droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des Données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage) des Personnes Concernées.

#### 1.17 EDI

Echange de Données Informatisé, à savoir tout transfert de messages structurés et normalisés de système informatique à système informatique par voie électronique selon les normes EDIFACT.

#### 1.18 EDIFACT

Règles relatives à l'EDI pour l'Administration, le Commerce et le Transport), se composent d'un ensemble de normes, de répertoires et de directives pour l'échange électronique de données structurées, en particulier celles concernant le commerce des biens et des services, entre systèmes informatiques indépendants, approuvées à l'échelon international.

#### 1.19 ESPACE PRIVATIF

Pages web et données d'un Fournisseur hébergées au sein du Portail, accessibles par les seuls Etablissements, au moyen d'un hyperlien figurant dans le Portail.

#### 1.20 ETABLISSEMENT(S)

Etablissements de soin privés ou publics abonnés au Portail.

#### 1.21 FINALITE(S)

Objectif(s) du traitement dans le cadre des prestations définies dans les Conditions Particulières du Contrat, à l'Annexe 1 « Fonctionnalités du Portail » et à l'Annexe 3 « Données à Caractère Personnel (RGPD) ».

#### 1.22 FOURNISSEUR

Toute société commercialisant des produits ou services à laquelle l'ETABLISSEMENT transmet des bons de commande. Pour les produits de santé, tout laboratoire Pharmaceutique ayant le statut pharmaceutique d'exploitant ou de dépositaire au

sens de l'article R.5124-2 du Code de la Santé Publique ainsi que tout fabricant de dispositifs médicaux ayant recours au Portail pour recevoir les commandes des Etablissements et plus largement toute structure amenée à dispenser des fournitures de toutes sortes à un Etablissement.

**1.23 HOSPITALIS**

Nom commercial du service.

**1.24 HOSPITALIS SERIAL TRANSFER**

Transport des informations relatives à la sérialisation des médicaments au travers du DESADV : code consolidé, numéro série, code produit, numéro de lot et date de préemption.

**1.25 PARTIE(S)**

Cegedim et/ou le Fournisseur.

**1.26 PERSONNE CONCERNEE**

Personne à laquelle se rapportent les Données à Caractère Personnel qui font l'objet du traitement.

**1.27 PORTAIL HOSPITALIS (CI-APRES DENOMME « PORTAIL »)**

Portail Internet dont les fonctionnalités sont décrites en annexe 1 et accessible à l'adresse Internet suivante : <https://new.hospitalis.org>.

**1.28 RESEAU DE TELECOMMUNICATION**

Logiciels, matériel informatique, lignes de télécommunication, utilisé par les Etablissements et les Fournisseurs pour permettre un Echange de Données Informatisé.

**1.29 RESPONSABLE DE TRAITEMENT**

La personne morale qui détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre des présentes, le RESPONSABLE DE TRAITEMENT est le Fournisseur.

**1.30 « SERVICE LEVEL AGREEMENT » OU « SLA »**

Engagements de service pris par Cegedim définis en annexe 2 du Contrat.

**1.31 SERIALISATION**

Système de vérification de l'authenticité d'un médicament entre sa mise en distribution et sa dispensation effective à un patient, ledit système consistant à apposer un identifiant unique sur chaque boîte de médicament sous forme de Datamatrix lors de sa mise en distribution et à charger l'ensemble des codes des boîtes dans une base de données centrale. La sérialisation est régie par le décret n°2018-291 du 20 avril 2018 relatif à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments en vue de lutter contre la falsification et la contrefaçon de médicaments.

**1.32 SOUS-TRAITANT**

La personne morale qui traite des Données à Caractère Personnel pour le compte du RESPONSABLE DE TRAITEMENT. Dans le cadre des présentes, le SOUS-TRAITANT est Cegedim.

**1.33 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL OU TRAITEMENT**

Toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des Données ou des ensembles de Données à Caractère Personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

**1.34 UTILISATEUR**

La(es) personne(s) physique(s) habilitée(s) par l'Administrateur à accéder au Portail dans le cadre du Contrat.

**1.35 VIOLATION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de Données à Caractère Personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

**ARTICLE 2 – OBJET**

Le présent Contrat a pour objet de définir les conditions et modalités de l'abonnement au Portail et de décrire les droits et obligations des Parties relatives à l'utilisation du Portail.

**ARTICLE 3 – DUREE – ENTREE EN VIGUEUR – RENOUVELLEMENT- SUSPENSION**

**3.1** Le présent abonnement est souscrit pour une Période Initiale de deux (2) an, prenant effet à compter de la signature du présent Contrat.

**3.2** A l'issue de la Période Initiale, il se renouvellera par tacite reconduction pour des périodes de douze (12) mois chacune sauf décision d'une Partie de ne pas renouveler le contrat notifiée à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR) en respectant un préavis de trois (3) mois avant date d'anniversaire. La décision de ne pas renouveler le contrat n'ouvre pas droit à aucune indemnité d'aucune sorte de part et d'autre.

**3.3** A la demande expresse d'une autorité administrative, légale ou judiciaire compétente, Cegedim se réserve le droit de suspendre toutes les Prestations en cours ou à venir, à tout moment et sans préavis, moyennant l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

L'usage de cette faculté de suspension ne saurait signifier résiliation du Contrat et le Fournisseur ne pourra prétendre à des dommages et intérêts.

**ARTICLE 4 – ACCES AU PORTAIL**

**4.1** Dès la signature du Contrat, le Fournisseur se verra attribuer un code d'accès à la partie professionnelle du Portail. Le représentant légal du Fournisseur ou toute autre personne physique désignée par lui aura la qualité d'administrateur système dont le rôle est précisé ci-après aux articles 0 et 0.

**4.2** Il appartiendra à cet administrateur, sous sa pleine responsabilité d'habiliter la ou les personnes de son choix au sein du Fournisseur à accéder à une ou plusieurs Parties ou fonctionnalités du Portail.

**4.3** En cas de vol du mot de passe ou du code d'accès l'administrateur du Fournisseur avertira Cegedim sans délai pour que le compte correspondant soit fermé et un nouveau mot de passe sera attribué par Cegedim.

**ARTICLE 5 – UTILISATION- FONCTIONNALITES DU PORTAIL**

Les fonctionnalités détaillées du Portail sont décrites en Annexe 1 au présent Contrat.

**5.1 DEVELOPPEMENT DU PORTAIL**

Cegedim s'engage à mettre en place une structure permettant de faire adhérer le plus grand nombre d'Etablissements au Portail et d'assurer un suivi efficace des Etablissements ayant déjà choisi d'utiliser le Portail.

Cegedim s'engage à mettre à jour sur le Portail, chaque semaine, la liste des Etablissements ayant conclu un accord avec Cegedim ainsi qu'à adresser par courrier électronique et chaque semaine,

au représentant de chaque Fournisseur, toute adhésion ou tout retrait d'un Etablissement.

## **5.2 TRANSMISSION DES COMMANDES – DONNEES DE SUIVI DES COMMANDES**

Cegedim s'engage à transmettre au Fournisseur toutes les commandes des Etablissements adressées par ces derniers via le Portail et à traiter les factures selon les indicateurs de niveau de service (SLA) indiqués en Annexe 2 du présent Contrat.

S'agissant de marchés publics soumis à appel d'offres ou de marchés négociés, les commandes ne sont pas des contrats, elles ne font qu'exécuter le marché. Le marché est le seul contrat existant entre le Fournisseur et l'Etablissement.

Le Fournisseur reconnaît que les commandes dématérialisées ont la même valeur probante que des commandes écrites.

Le Fournisseur s'interdit de contester la validité d'une commande au motif qu'elle lui a été adressée de façon dématérialisée. De même les Etablissements se seront interdits par contrat de contester une commande au motif qu'ils l'ont adressée de façon dématérialisée.

En cas de contestation sur le contenu d'une commande dématérialisée, le fichier stocké par Cegedim fera foi entre l'Etablissement et le Fournisseur.

## **5.3 FORMAT DE TRANSMISSION**

### **5.3.1 Pour les médicaments**

Le Fournisseur s'engage, tant pour les données de suivi de commandes de produits ayant un Code CIP que pour les factures correspondantes, à utiliser le Code UCD ou le Code CIP. A cet égard, il utilisera la même codification que celle utilisée par l'Etablissement dans la commande correspondante, sous réserve que le code utilisé par l'Etablissement soit l'un des deux Codes précités CIP ou UCD.

Les Etablissements se sont également, par contrat signé avec Cegedim, obligés à utiliser ces Codes pour leurs commandes dématérialisées de produits ayant un Code CIP.

### **5.3.2 Pour les dispositifs médicaux**

Le Fournisseur s'engage, tant pour les données de suivi de commandes de produits que pour les factures correspondantes, à utiliser la même codification que celle utilisée par l'Etablissement dans la commande correspondante (Code ACL, Code EAN, Code Interne Fournisseur).

Les Etablissements se sont également, par contrat signé avec Cegedim, obligés à utiliser ces Codes (ACL, EAN, Code Interne Fournisseur) pour leurs commandes dématérialisées de produits.

**5.3.3** Les commandes et les factures dématérialisées seront en principe transmises sous forme de messages EDI.

Tout message EDI émis est considéré comme étant à disposition du destinataire à compter de la réception de l'Avis de Remise lorsque la transaction y afférente intervient pendant les heures et jours ouvrables (du lundi au vendredi, sauf jours fériés, de 8h30 à 17h30 (horaire de la France métropolitaine).

**5.3.4** Le Fournisseur pourra sous sa responsabilité, mandater un prestataire pour recevoir les commandes dématérialisées dont il est destinataire ou pour transmettre les données de suivi de commandes.

**5.3.5** Lors de la signature du contrat, le Fournisseur remettra à Cegedim un fichier, à jour, contenant l'intégralité de ses produits avec les Codes CIP et UCD correspondants (pour les Fournisseurs de médicaments) ou avec son Code Interne Fournisseur ou le

Code ACL ou le Code EAN (pour les Fournisseurs de dispositifs médicaux).

**5.3.6** Le Fournisseur devra, en respectant un préavis de deux (2) mois, informer Cegedim des situations suivantes pour permettre à cette dernière d'effectuer les opérations techniques nécessaires :

- recours à un prestataire,
- changement de prestataire,
- modification de son système d'information ou de celui de son prestataire.

## **5.4 ESPACE PRIVATIFS**

Le Fournisseur pourra, s'il le souhaite, faire établir un hyperlien sur le Portail renvoyant à ses sites Internet médicaux ou scientifiques.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, Cegedim se réserve la possibilité de retirer tout hyperlien qui serait contraire aux garanties prises par Fournisseur au titre des présentes ou qui porterait atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers. Les conditions d'accès (mot de passe ...) aux sites des Fournisseurs et le contenu de ces sites sont de la responsabilité exclusive du Fournisseur.

## **5.4 AVIS D'EXPEDITION SERIALISES**

L'avis d'expédition généré par le laboratoire ou par son dépositaire est transmis par voie sécurisée à l'Etablissement pour intégration dans son système informatique. Le contenu de l'avis d'expédition est consultable sur le Portail sans les données de sérialisation.

## **5.6 – Module litiges**

Les fonctionnalités du module litiges sont décrites à l'Annexe 1 du présent Contrat.

## **5.7 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Toute intervention Cegedim au profit du Fournisseur (notamment mise en place du Portail, gestion de l'intervention d'un prestataire dans la réception des commandes ou la transmission des données de suivi de Commandes, gestion d'un changement de prestataire, gestion de la modification du système d'information du Fournisseur ou du prestataire du Fournisseur) sera facturée au Fournisseur sur la base du tarif en vigueur ou du devis qui aura été préalablement accepté par écrit par le Fournisseur.

## **ARTICLE 6 – VIE DES PRODUITS ET BASSE DE DONNEES**

**6.1** Les personnes habilitées du Fournisseur pourront librement consulter les informations administratives ou médicales relatives aux produits. Il est rappelé que le contenu de la Banque Claude Bernard (BCB) doit être considéré comme un ouvrage scientifique faisant l'objet d'une consultation critique laissant notamment aux professionnels de santé les responsabilités de la prescription que le code leur reconnaît.

**6.2** La société RESIP, partenaire de Cegedim est titulaire des droits sur la Banque Claude Bernard, sur les fonds documentaires

qui la composent ainsi que sur ses mises à jour et documentations. Le Fournisseur reconnaît que la Banque Claude Bernard constituent un élément substantiel du patrimoine de cette dernière, et sont l'expression de son savoir-faire. Tous les droits de propriété industrielle, droit d'auteur, marque déposée, secret de fabrication et savoir-faire relatifs à la Banque Claude Bernard sont la propriété de RESIP.

En tant que de besoin, le Fournisseur pourra télécharger certaines données du CIP et de la BCB pour ses besoins propres. Cependant, le Fournisseur s'interdit de télécharger l'intégralité ou une partie substantielle de la base et de créer une base de données, accessible aux tiers ou mise à disposition des tiers, et ce directement ou indirectement, reprenant le contenu de la base CIP, sauf autorisation préalable du CIP ou RESIP.

Le Fournisseur s'interdit de télécharger ou de copier en totalité ou en partie les informations médicales sauf pour les stricts besoins d'un utilisateur autorisé. Le Fournisseur ne pourra pas utiliser ces informations comme source pour la réalisation d'autres documents ou les insérer dans d'autres documents et ce quelle que soit la forme ou le support du document.

Toute violation sera constitutive de contrefaçon.

**6.3** Cegedim se réserve le droit de faire évoluer ces informations et fera tous efforts raisonnables pour assurer leur mise à jour. Cegedim ne garantit pas l'exhaustivité de ces informations. En outre, bien que les données et les fonctionnalités de la Banque Claude Bernard soient élaborées avec extrêmement de vigilance, le Fournisseur doit être informé que du fait de la complexité de cette banque de données sur les médicaments, RESIP décline toute responsabilité pour les conséquences éventuelles pouvant résulter d'une erreur de prescription, de délivrance ou plus généralement d'utilisation de la Banque Claude Bernard. Il en résulte que ni Cegedim ni RESIP ne peuvent être tenues pour responsables des conséquences découlant de l'utilisation de la Banque Claude Bernard.

Ces informations seront utilisées par le Fournisseur sous sa seule responsabilité.

## ARTICLE 7 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### 7.1 PROPRIÉTÉ ÉLÉMENTS PRÉEXISTANTS

Chacune des Parties reste propriétaire de tous les droits dont elle était titulaire antérieurement au Contrat.

### 7.2 DROIT D'UTILISATION DU PORTAIL

Dans le cadre du présent Contrat, Cegedim concède au Fournisseur un droit d'utilisation non exclusif et non cessible du Portail en mode externalisé pour la durée du Contrat.

Il est entendu que le présent Contrat n'opère aucun autre transfert de propriété intellectuelle inhérent au Portail ses correctifs, évolutions et/ou développements, de Cegedim vers le Fournisseur.

### 7.3 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU PORTAIL ET SOURCES

La concession par Cegedim des droits d'utilisation détaillés à l'Article 7.2 des présentes ne saurait être interprétée comme emportant un transfert au Fournisseur des droits de propriété intellectuelle attachés au Portail et à la documentation.

Cegedim déclare que le code source des programmes associés au Portail a été déposé à l'Agence pour la Protection des Programmes (ci-après l'« APP »), 54 rue de Paradis, 75010 Paris. Au cours du Contrat ainsi qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, le dépôt des codes sources est disponible en cas de faillite sans reprise par un tiers des activités de Cegedim, d'insolvabilité volontaire ou involontaire de Cegedim.

Cegedim déclare qu'il est titulaire des droits d'exploitation sur le Portail ainsi que sur toute nouvelle version, développement ou enrichissement du Portail.

Le Fournisseur s'engage à ne pas :

- décompiler, copier ou modifier tout ou partie des programmes du fait de la correction des erreurs ;
- à moins que cela ne soit expressément autorisé dans le Contrat, céder, transférer, vendre, louer, utiliser les programmes au nom et pour le compte d'un tiers ou de les lui rendre accessibles ;
- effacer ou modifier tout droit d'auteur ou autre droit de propriété intellectuelle relatif aux programmes.

Le Fournisseur s'engage à ne pas effacer, altérer ou cacher toute marque de commerce ou mention des droits de propriété, tout droit d'auteur sur aucun des programmes ou sur tout autre document l'accompagnant. Il s'engage à respecter cette clause pour toute copie autorisée.

Les mentions des droits d'Hospitalis et Cegedim sur le Portail et sur tous documents l'accompagnant ainsi que sur toutes reproductions licites, quelles qu'elles soient, devront en tout état de cause être maintenues.

Cegedim déclare et le Fournisseur accepte que les programmes contiennent des informations confidentielles de Cegedim et que tout droit de propriété intellectuelle contenu dans ces programmes appartient exclusivement à Cegedim et aux sociétés de son Groupe.

### 7.4 CORRECTION DES ERREURS

Conformément à l'Article L 122-6-1 du Code de la propriété intellectuelle, Cegedim se réserve l'exclusivité de la correction des erreurs du Portail et de la détermination des modalités particulières auxquelles sont soumis les actes prévus aux 1° et 2° de l'Article L 122-6 du code précité lorsqu'ils sont nécessaires pour l'utilisation du Portail, conformément à sa destination résultant du Contrat.

## ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉ

**8.1** Cegedim s'oblige à transmettre au Fournisseur les commandes dématérialisées émises par l'Etablissement via le Portail et elle s'oblige également à mettre à disposition du Fournisseur sur le Portail les données de suivi des commandes.

**8.2** Cegedim fera tous efforts raisonnables pour effectuer ces transmissions. Cegedim n'est pas responsable des dysfonctionnements du Portail et des transmissions qui seraient dus à des perturbations des réseaux utilisés (réseau téléphonique, Internet, ...).

**8.3** La responsabilité de Cegedim à l'égard du Fournisseur se limite à la réalisation des transferts. Cegedim n'est pas responsable des dommages indirects subis par le Fournisseur tels que notamment préjudice moral, financier ou commercial, perte de bénéfice, perte de chiffre d'affaires, baisse de productivité, perturbation de planning subi par les membres.

**8.4** En cas de dommage direct causé par Cegedim, le Fournisseur convient que, quels que soient les fondements juridiques de la réclamation, l'indemnisation du Fournisseur au titre de la responsabilité éventuelle cumulée de Cegedim sera au maximum égale au montant payé par le Fournisseur pour les prestations récurrentes au titre du présent Contrat dans les six (6) mois précédant le ou les dommage(s).

## ARTICLE 9 – ASSURANCE

Cegedim déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les risques de responsabilité civile relatifs à l'exécution du Contrat.

## ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme confidentielles et à ne pas utiliser, sauf pour les besoins de l'exécution du présent contrat, les informations qu'elle aura pu recueillir au sujet de l'autre partie, de ses développements et projets, ainsi que toutes informations et documents échangés avec l'autre Partie dans le cadre ou à l'occasion du présent contrat et notamment les Catalogues Hospitalis.

Ces obligations de confidentialité et de non-utilisation seront levées dans l'hypothèse où les informations et/ou les documentations :

- qui seraient ou tomberaient dans le domaine public, sans faute de la part de la Partie les ayant reçues ;
- dont la communication serait requise en vertu de la loi ou de la réglementation ;
- qui sont préalablement détenues par l'autre Partie sans violation de la présente confidentialité ;
- dont l'une ou l'autre des Parties pourra apporter la preuve qu'elles ont été reçues de tiers sans violation de l'obligation de confidentialité ;
- dont l'une ou l'autre des Parties pourra apporter la preuve qu'elles ont été développées de façon indépendante.

Tous les collaborateurs de chaque Partie sont tenus par contrat au secret professionnel le plus absolu.

Les obligations susvisées persisteront même après l'extinction du présent contrat, quelle qu'en soit la cause, et ce pour une durée de cinq (5) ans.

## ARTICLE 11 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

### 11.1 Obligations des Parties

**11.1.1** Chaque Partie doit, en relation avec ses obligations au titre du Contrat :

- se conformer à tout moment aux obligations qu'elle a conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et notamment respecter les règles édictées par le Règlement européen (UE) 2016/679 (« règlement général sur la protection des données » ou « RGPD »). A ce titre, on entend par Données à Caractère Personnel, toutes informations permettant directement ou indirectement d'identifier une personne physique ;
- déposer, maintenir et/ou modifier (si nécessaire) tout dépôt, enregistrement ou autre acte nécessaire conformément à la loi applicable ;
- informer l'autre Partie en cas de changement substantiel pouvant avoir un impact sur les droits et libertés des personnes physiques.

**11.1.2** Cegedim, en sa qualité de SOUS-TRAITANT s'engage :

- à utiliser ou exploiter les Données à Caractère Personnel uniquement en vue de la réalisation des prestations objet des présentes et sur instruction documentée du Fournisseur, étant entendu que Cegedim est réputé agir sur instruction documentée du Fournisseur dans le cadre de l'exécution normale desdites prestations ;
- à tenir à jour la documentation contenant les informations nécessaires pour apporter la preuve du respect des obligations prévues et permettre au Fournisseur la réalisation d'audits selon les modalités prévues à l'article 15 des présentes Conditions Générale de Service ;
- à l'expiration du Contrat ou en cas de résiliation de celui-ci pour quelque cause que ce soit, à restituer ou à détruire, les Données

à Caractère Personnel et/ou les fichiers qu'il aurait pu être amené à conserver ou à créer, sous quelque forme que ce soit, dans le cadre de l'exécution des prestations et à ne conserver que des copies de back up uniquement en vue de satisfaire à ses obligations réglementaires.

- à ce que des mesures techniques et d'organisation appropriées eu égard à l'état de l'art, à la politique de sécurité du groupe, au risque et aux exigences de sécurité soient mises en place en vue de prévenir un traitement non autorisé ou illégal ainsi que les perte, dommage, altération ou destruction des Données à Caractère Personnel, et qu'il fera le nécessaire pour que son personnel qui aura accès aux Données à Caractère Personnel se conforme également aux obligations contenues au présent article.

- Dans la mesure du possible, à aider raisonnablement le Fournisseur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Dans cette hypothèse, cette prestation d'accompagnement pourra ou fera l'objet d'une facturation sur devis.

Dans l'hypothèse où les personnes concernées exercent auprès du SOUS-TRAITANT des demandes d'exercice de leurs droits, Cegedim s'engage à adresser lesdites demandes par courrier électronique ou tout autre procédure qui viendrait à se substituer.

- à modifier ou supprimer, conformément aux instructions écrites du Fournisseur, dans la mesure où cela n'est pas en contradiction avec d'autres réglementations qui trouveraient à s'appliquer, les Données à Caractère Personnel de ce dernier à la suite, notamment, de l'exercice par une personne concernée de son droit d'accès et de rectification, de sorte que les données soient exactes et à jour.

- En cas de violation de donnée susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques dans le cadre des prestations objet des présentes, à notifier au Fournisseur, dans les meilleurs délais après en avoir pris en connaissance, étant entendu que si les données sont rendues incompréhensibles, notamment si elles sont chiffrées, Cegedim ne sera pas tenu à cette notification. Cegedim indiquera dès que possible au Fournisseur la nature de la violation, la catégorie des traitements touchés et le nombre approximatif de personnes et d'enregistrements concernés. Cegedim s'engage en outre à coopérer avec le Fournisseur afin de prendre les mesures pour y remédier.

- Dans la mesure du possible, à aider raisonnablement le Fournisseur

- pour la réalisation d'Analyses d'Impact Relatives à la Protection des Données, sur le périmètre des prestations qui lui sont confiées.
- pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Dans ces cas, cette prestation d'accompagnement pourra ou fera l'objet d'une facturation sur devis.



- à tenir par écrit, un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Fournisseur.

- A communiquer au Fournisseur le nom et les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement RGPD.

**11.1.3** Le Fournisseur, en sa qualité de RESPONSABLE DE TRAITEMENT s'engage à :

- respecter les dispositions légales relatives aux traitements des Données à Caractère Personnel. Notamment, le Fournisseur s'engage, au moment de la collecte des Données à Caractère Personnel, à fournir l'information aux personnes concernées et garantit que cela a bien été réalisé ;

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par Cegedim;

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le Règlement RGPD de la part du SOUS-TRAITANT ;

- superviser le Traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès de Cegedim dans les conditions des présentes Conditions Générales de Service.

#### 11.2 Description du Traitement

Cegedim en tant que SOUS-TRAITANT est autorisé à traiter pour le compte du Fournisseur RESPONSABLE DE TRAITEMENT, les Données à Caractère Personnel nécessaires à l'exécution des prestations que le RESPONSABLE DE TRAITEMENT lui confie en vertu des présentes.

La nature des opérations réalisées sur les Données est : La collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement, la limitation, l'effacement ou la destruction ou toute autre opération nécessaire en vue de la réalisation de la prestation contractuelle.

Les Données à Caractère Personnel traitées sont :

- Les données relatives à l'identification des personnes
- Plus globalement les données nécessaires à la réalisation de la prestation contractuelle

Les Finalités du Traitement, les catégories des Données traitées et les catégories de Personnes Concernées sont décrites à l'Annexe 3 « Données à Caractère Personnel (RGPD) » du présent Contrat.

#### 11.3 Mesures de sécurité

Les applicatifs qui permettent de délivrer les prestations confiées par le Fournisseur sont basés sur des conceptions sécurisées incluant une gestion des droits d'accès. Les accès en tout ou partie aux fonctionnalités sont limités aux personnes habilitées (login/mot de passe).

Par ailleurs, les applicatifs sont hébergés au sein de la DSI du Groupe Cegedim dans des data centers qui bénéficient de la certification ISO-27001.

#### ARTICLE 12 – PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

**12.1** Les prix correspondant aux prestations fournies Ils sont indiqués hors taxes et hors frais de transport et d'hébergement. Les droits et taxes seront facturés au Fournisseur, à leur taux légal en vigueur à la date de la facturation.

**12.2** Les prix suivent l'évolution de l'indice SYNTEC et pourront par conséquent être révisés annuellement au 1er janvier. La première révision interviendra au 1er janvier suivant la première date anniversaire de la signature du Contrat. La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times S_n / S_0$$

Où  $P_n$  = prix révisé,  $P_0$  = prix contractuel d'origine,  $S_0$  = indice SYNTEC de référence connu à la date de d'entrée en vigueur du Contrat ou indice SYNTEC publié à la date de la précédente révision,  $S_n$  = Indice SYNTEC de référence décembre année n-1

**12.3** Les factures sont payables à trente (30) jours date de facture, net et sans escompte à Cegedim.

Le défaut de paiement à l'échéance entraînera, de plein droit et après mise en demeure restée sans effet, une majoration des sommes dues, au titre de pénalités de retard, à un taux égal à trois (3) fois le taux légal en vigueur ainsi qu'au versement d'une indemnité de quarante (40) euros due au titre des frais de recouvrement tel que prévu par le décret N° 2012-1115 du 2 octobre 2012 fixant les modalités de cette indemnité prévue à l'article L 441-6 du Code de Commerce.

**12.4** En cas de bouleversement de l'équilibre économique actuel du Contrat, les Parties disposeront d'un délai de trente (30) jours ouvrés pour se réunir en vue d'analyser et définir l'évolution de la tarification du service en conséquence. Au terme de cette concertation, si le Fournisseur est en désaccord, le Fournisseur pourra résilier de plein droit le Contrat par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR). Le contrat sera résilié trois (3) mois après la réception de ladite lettre recommandée par Cegedim.

#### ARTICLE 13 – RESILIATION

**13.1** En cas de manquements graves et/ou répétées par une Partie de ses obligations substantielles au Contrat, l'autre Partie pourra résilier de plein droit le Contrat après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date de réception ou de première présentation de cette lettre; Cette résiliation prend effet quinze (15) jours ouvrés après notification de celle-ci à l'autre Partie.

**13.2** Chacune des Parties aura la faculté de résilier le Contrat par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR) à l'autre Partie en cas de force majeure, sous réserve du respect d'un préavis de un (1) mois, sans dommages et intérêts de part ni d'autre, si ses effets conduisent l'une ou l'autre des Parties à la suspension de l'exécution de l'une des obligations essentielles d'une Partie pendant plus de un (1) mois.

**13.3** Cegedim aura la faculté de résilier le Contrat, avec effet immédiat, de plein droit et sans mise en demeure spécifique préalable, dans les cas suivants :

- s'il se révélait que les informations communiquées via le Portail incluent des données à caractère manifestement illicite ou pouvant porter atteinte aux droits de tiers,
- sur injonction des autorités publiques ou administratives et/ou des autorités judiciaires,
- mise en demeure de payer restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours ouvrés. Cette résiliation étant sans préjudice de toute action en recouvrement des sommes dues et action en dommages intérêts,

#### ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

Dans la mesure où les prestations rendues par Cegedim ont le caractère de prestations mutualisées, le Fournisseur donne à

Cegedim une autorisation générale de recourir à la sous-traitance.

La liste des sous-traitants à la date du présent Contrat et pour lesquels Cegedim a recours dans le cadre des prestations objet des présentes figure à l'Annexe 3 « Données à Caractère Personnel (RGPD) » du présent Contrat. Si nécessaire, en cas de changement, Cegedim transmettra chaque année au Fournisseur une liste actualisée.

En outre, Cegedim est expressément autorisé à recourir à de la sous-traitance à l'international dans la mesure où ce transfert est entouré des garanties appropriées au sens de l'article 46 du RGPD

En tout état de cause, Cegedim est seule responsable de la bonne exécution des obligations prévues au présent contrat et demeure pleinement responsable des opérations sous traitées.

Cegedim s'engage à faire respecter, sous sa responsabilité, par ses sous-traitants et/ou fournisseurs, toutes les obligations résultant du présent contrat, et notamment celles prévues à l'article 11 des présentes Conditions Générales de Service.

#### ARTICLE 15 - AUDIT

Le Fournisseur, sous réserve d'en avoir informé Cegedim par écrit moyennant un préavis de dix (10) jours ouvrés, pourra faire procéder, une (1) fois par an au maximum, à ses frais, à un contrôle des conditions d'exécution des prestations, et de manière générale, du respect des obligations à la charge de Cegedim au titre du Contrat. Cet audit, s'il n'est pas réalisé par le Fournisseur, sera réalisé par un tiers indépendant non concurrent aux activités de Cegedim. L'auditeur sera soumis à une stricte obligation de confidentialité vis-à-vis des Parties. A ce titre, un engagement de confidentialité sera signé par le ou les auditeurs. Cegedim s'engage à collaborer de bonne foi avec l'auditeur et à lui fournir toutes les informations nécessaires. L'audit ne pourra excéder trois (3) jours / homme par an.

#### ARTICLE 16 – CESSIION

**16.1** Le présent Contrat ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le Fournisseur, sans autorisation expresse, écrite et préalable de Cegedim.

**16.2** Cegedim aura la faculté de céder le contrat à une société du Groupe CEGEDIM après notification préalable au Fournisseur. Cette cession emportera l'ensemble des engagements souscrits par Cegedim au présent contrat. Cegedim informera au plus tard le Fournisseur, par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR), dans un délai de trente (30) jours ouvrés avant la réalisation de ladite cession.

#### ARTICLE 17 - FORCE MAJEURE

La responsabilité de chacune des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution du Contrat est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure ou assimilé, du fait de l'autre Partie, d'un tiers ou de tous événements imprévisibles et irrésistibles, tels que conflits sociaux, pandémie, épidémie, intervention des autorités civiles ou militaires, guerres ou hostilités déclarées ou non déclarées, actes terroristes, émeutes, catastrophes naturelles, incendies, dégâts des eaux, mauvais fonctionnement ou interruption du réseau de télécommunications ou du réseau électrique.

Dans tous les cas, la Partie empêchée devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter la durée et les effets de la force majeure.

En cas de prolongation de l'empêchement total au-delà d'une période de quatre (4) mois, les Parties conviennent de se réunir en vue d'envisager de bonne foi la poursuite du Contrat dans des

conditions adaptées. Dans l'hypothèse où les discussions entre les Parties ne permettraient pas d'assurer la poursuite du Contrat, le Contrat pourra alors être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception, par la Partie la plus diligente. Cette rupture n'entraîne aucune indemnité de part et d'autre liée à celle-ci. Les seules sommes restant éventuellement dues étant celles liées aux prestations effectivement réalisées jusqu'à la date de la rupture.

#### ARTICLE 18 - NON SOLlicitation DE PERSONNEL

Les Parties conviennent que chacun de leur collaborateur, qui aurait été directement impliqué dans l'exécution du présent Contrat, ne pourra faire l'objet d'une sollicitation intentionnelle de la part de l'autre Partie en vue de son recrutement, sauf accord écrit préalable de la Partie concernée.

Cette interdiction de recrutement par approche directe demeurera valable douze (12) mois à compter du moment où ledit collaborateur a cessé de participer à la réalisation des prestations.

Les Parties conviennent également que (i) les offres d'emploi par voie de presse ou toute sollicitation publique non destinée directement aux collaborateurs concernés ne constituent pas un acte de sollicitation directe ni intentionnelle au titre du présent Contrat et que (ii) la présente clause n'a pas pour objet de limiter la mobilité des collaborateurs de chacune des Parties.

En cas de non-respect des obligations nées du présent article, la Partie victime pourra prétendre à une indemnité équivalente à douze (12) mois de rémunération mensuelle brute moyenne de la personne concernée.

#### ARTICLE 19 ANTI-CORRUPTION

Le Groupe Cegedim prohibe et condamne toute forme de corruption, qu'elle soit active ou passive et notamment telle que figurant au sein de sa charte éthique notamment consultable sur son site internet institutionnel : <https://www.cegedim.fr/groupe/compliance/Pages/charte-ethique.aspx>

Le Groupe Cegedim exige qu'il en soit de même pour ses partenaires, clients et sous-traitants.

Chacune des parties s'engage à se conformer aux dispositions anti-corruption en vigueur. Chacune des parties s'engage à se transmettre tous les documents raisonnablement demandés afin de pouvoir vérifier la conformité aux dispositions anti-corruption en vigueur dans le cadre d'un audit conformément aux dispositions contractuelles.

#### ARTICLE 20 – COMMUNICATION

Le Fournisseur accepte à compter de la signature du Contrat que son nom et la description de son projet en termes génériques soient mentionnés auprès des clients et prospects de Cegedim, sachant que pour toute autre opération de communication, notamment communiqué de presse, sollicitation de référence, etc., Cegedim s'engage à obtenir l'accord préalable du Fournisseur.

#### ARTICLE 21 - LOYAUTE

Le Fournisseur s'engage à un devoir de loyauté et de réserve minimum à l'égard de Cegedim en s'interdisant notamment de dénigrer les produits et services de Cegedim ou du groupe à laquelle elle appartient, à s'associer publiquement à des actions tierces (notamment dans des revues ou forums ou autres moyens de communication) pouvant être de nature à laisser supposer de par leurs caractéristiques ou leur ampleur notamment à une critique de Cegedim ou du groupe à laquelle elle appartient quant à ses produits et services. Le non-respect

de cette clause pourrait avoir pour conséquence, sans préjudice de dommages et intérêts, la résiliation immédiate du Contrat.

## **ARTICLE 22 – DISPOSITIONS GENERALES**

### **22.1 INDEPENDANCE DES PARTIES**

Les Parties contractantes ne pourront en aucun cas être considérées comme associées d'une entité commune quelconque.

Aucune des Parties ne pourra, en outre, sauf mandat particulier, écrit, exprès et préalable de l'autre Partie, être considérée comme représentant de l'autre Partie, et ce à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit.

### **22.2 DOMICILIATION**

Les Parties élisent domicile aux adresses figurant dans les Conditions Particulières. Tout changement d'adresse de l'une des Parties devra être notifié sans délai à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **22.3 NON VALIDITE PARTIELLE**

Si une ou plusieurs stipulations des présentes sont tenues pour non-valides ou déclarées comme telles en application d'une loi ou d'un règlement applicable aux présentes ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, à moins que les stipulations litigieuses soient considérées comme essentielles. Dans cette hypothèse, à la demande de la Partie la plus diligente, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi et à signer un avenant écrit afin de pallier la non validité de la ou des clauses concernées, en respectant l'économie du contrat.

### **22.4 TITRES**

Il est donné un titre à chacun des articles et à certains sous-articles du présent Contrat pour des raisons de commodité. En aucun cas, ces titres ne peuvent influencer l'interprétation qui pourrait être faite desdits articles et/ou sous-articles.

### **22.5 NON-RENONCIATION**

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre Partie à l'une quelconque de ses obligations, ne saurait être interprété à l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

## **ARTICLE 23 - LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES**

Le Contrat est régi par le droit français. Tout différend né entre les Parties et relatif à la formation, l'exécution ou la terminaison du Contrat sera de la compétence exclusive des tribunaux de Paris, y compris en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie. Cette compétence s'applique en cas de référé.